

« Le diplôme est un facteur d'émancipation mais légitime les inégalités »

La France devient-elle de plus en plus inégale ? Quel rôle joue l'éducation dans l'évolution de la société ? Les classes moyennes sont-elles en voie de disparition ? A ces questions, *Louis Maurin* apporte des réponses argumentées et éloignées du brouhaha médiatique.

Assiste-t-on à une augmentation des inégalités en France ?

Depuis les années 90, les écarts de revenus se maintiennent alors qu'ils se resserraient dans les années 70 et 80. Il n'y a pas d'explosion généralisée des inégalités. L'on observe par contre une nette augmentation en haut de la hiérarchie des revenus.

Il y a deux raisons principales à l'augmentation des inégalités : d'une part, le rapport de force sur le marché du travail s'est fortement détérioré, surtout pour les moins qualifiés. Le chômage et la pression sur les bas salaires ont été forts. Notons que le SMIC a permis d'éviter un effondrement du pouvoir d'achat des salariés les moins qualifiés. Il y a aussi des changements idéologiques et culturels puissants qui peuvent expliquer cet arrêt dans la réduction des inégalités : le déclin syndical, du monde ouvrier, des grandes organisations.

On voit par ailleurs que les inégalités spatiales (centre ville/périphérie) persistent.

La structure sociale de la société française se fige-t-elle ?

On ne peut pas dire cela. La transformation sociale continue mais en termes de dynamique sociale, nous ne sommes plus dans la situation des années 60. Ce qu'il faut relever, et c'est une singularité française, c'est que le diplôme pèse très fortement sur les trajectoires sociales. La formidable élévation des niveaux de qualification est un facteur d'émancipation, de critique sociale et de remise en cause des inégalités. Le paradoxe, c'est que dans le même temps, le diplôme légitime

les inégalités. Les inégalités fondées sur le mérite scolaire sont bien plus solides, surtout en France, que celles qui reposent sur la réussite par l'argent. Pourtant, le milieu social influence nettement la réussite à l'école.

Face à cette situation, le gouvernement lutte-t-il contre les inégalités en matière d'éducation ?

Il y a un écart abyssal entre les discours et les pratiques. Les mesures proposées ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux. Le président de la République a parlé de « délit d'initié en matière d'orientation » mais le collège unique a été attaqué, tout comme les réseaux d'aide (RASED). Il faut mentionner également la suppression de la carte scolaire, qui fut aussi bien portée dans la dernière campagne présidentielle par Nicolas Sarkozy que par Ségolène Royal. On a exagéré l'importance des passe-droits pour en finir avec la sectorisation mais on n'a rien réglé. On a même aggravé le problème de la ségrégation scolaire. Par ailleurs, l'aide individualisée ne réduira pas sensiblement les inégalités quand l'essentiel se déroule en classe.

Ce qui est inquiétant face à cette situation, c'est la faiblesse du camp réformateur de l'école en France. Ceux qui jouent sur l'anxiété sont plus entendus. L'académisme du système demeure. Il y a pourtant de nombreux enseignants qui seraient prêts à cette transformation pour peu qu'ils soient soutenus par la structure politique de l'Éducation nationale.

Le thème de la disparition des classes moyennes revient sur la scène médiatique. Est-ce une crainte avérée ou une nouvelle peur infondée ?

J'ai été l'un des premiers dans les années 90 à dire « on raconte n'importe quoi sur la moyennisation de la société française ». Les classes moyennes ne sont pas au niveau où on les place, ne sont pas aussi hégémoniques qu'on le raconte. Ce qui est sûr, c'est qu'en transformant les couches aisées en classes moyennes pour faire passer la pilule des baisses d'impôt, on a fait beaucoup de mal aux politiques publiques. Cela crée beaucoup de ressentiment.

Disons-le clairement : la thèse de la disparition des classes moyennes est une absurdité. Les classes moyennes sont hétérogènes ; elles recouvrent de fortes différences sociales. La société en sablier, thème qui revient à la mode - un centre étriqué, une base large, un sommet étoffé - est une représentation fautive de la réalité sociale. Rien ne permet de valider cette idée. Dans l'éducation, on observe le même phénomène : des « observateurs » ou « experts » publient des essais qui ont du succès dans les médias mais reposent sur de faux présupposés. Lorsque la réalité de la société n'est plus compréhensible, la méfiance envers le débat public s'installe. Une sorte de fracture démocratique se creuse ainsi entre la façon dont les choses sont évoquées ou montées en épingle dans les médias et ce que vivent des millions de salariés.

Entretien réalisé par Jérôme Crozat



Louis Maurin

Journaliste au mensuel Alternatives économiques, Louis Maurin dirige l'Observatoire des inégalités.



Dans un ouvrage accessible et bien informé, Louis Maurin « déchiffre » la société française. Au-delà de la richesse des données, Louis Maurin montre une France qui change, pour le pire parfois mais aussi pour le meilleur. Loin des embellissements médiatiques, cet ouvrage donne une image juste de la France d'aujourd'hui.

Déchiffrer la société française, Louis Maurin. La Découverte, 2009.

? Sitographie

www.dechiffrerlasociete.fr
www.inegalites.fr
www.alternatives-economiques.fr